

GUY CARCASSONNE

Espagne 1936-1977 :
l'étonnante permanence des
comportements électoraux

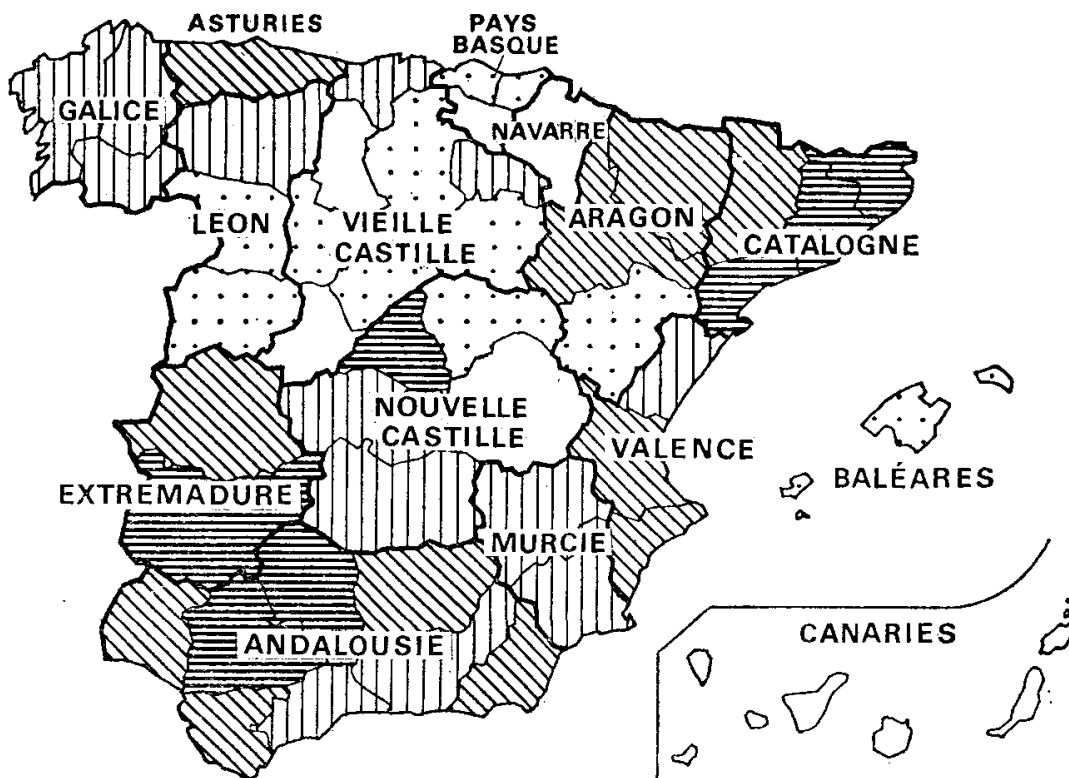
Pour la première fois depuis quarante et un ans, les Espagnols ont pu, le 15 juin 1977, se prononcer dans des élections disputées. Ils ont ainsi désigné 350 députés et 207 sénateurs appelés à former les nouvelles Cortès. En France, les commentaires ont été nombreux qui ont suivi ce scrutin, chacun s'attachant à mettre l'accent sur ce qui flattait le plus ses propres espoirs. La droite a appelé triomphe du centre ce qui n'était qu'une victoire relative de la droite et la gauche dénommé succès du socialisme ce qui n'était que le maintien de ses positions.

Mais ce n'est pas ici le lieu d'une analyse détaillée de résultats souvent ambigus (1). Les dimensions de cette étude l'interdisant, il a paru préférable de centrer l'attention sur la comparaison entre les deux votes que relie, à quatre décennies de distance, l'aspiration démocratique.

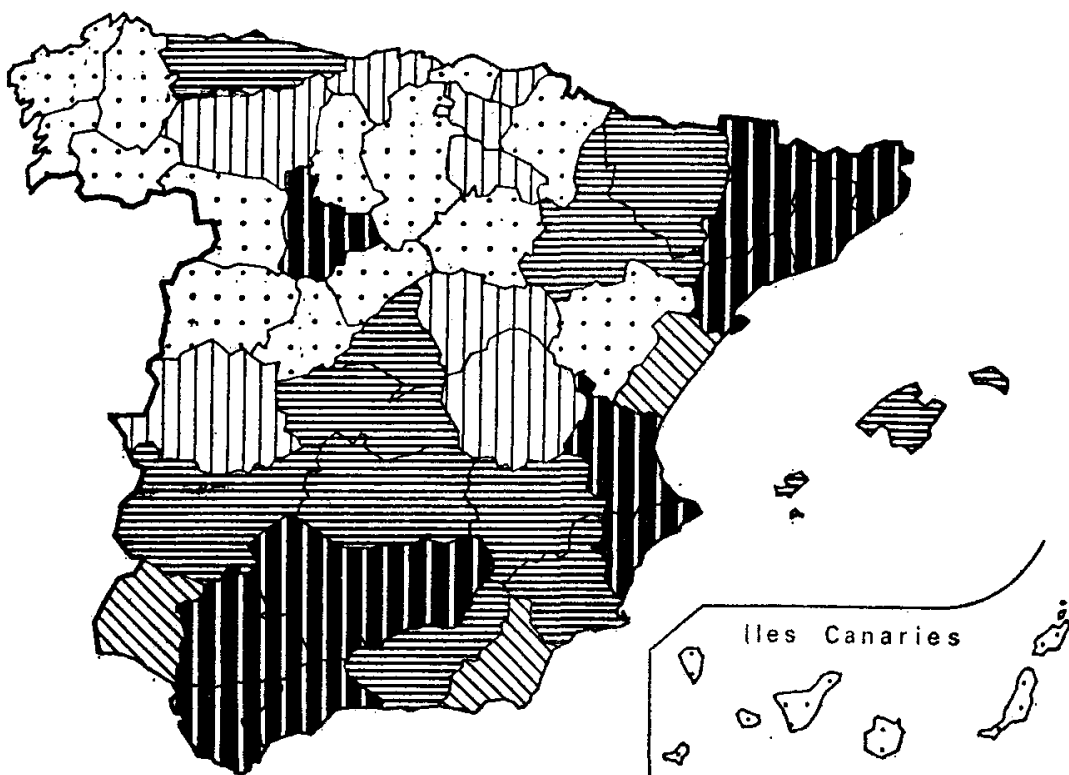
Déjà, avec beaucoup de clairvoyance, Guy Hermet (2) avait tenté de rechercher si la carte des abstentions dans les « consultations » franquistes ne donnait pas une géographie politique similaire à celle de 1936, l'abstention étant alors conçue comme la seule manifestation possible d'opposition et assimilée à un comportement de gauche. Les ressemblances existaient, frappantes, mais l'imprécision de l'instrument grevait l'analyse de trop de doutes. Aussi est-il apparu nécessaire de la reprendre aujourd'hui dans la voie judicieusement tracée par cet auteur.

(1) Pour cette analyse, v. l'ouvrage que Guy CARCASSONNE et Pierre SUBRA DE BIEUSSES publient sur *L'Espagne ou la démocratie retrouvée, les premières élections de l'après-franquisme*, janvier 1978. (N.d.l.R.)

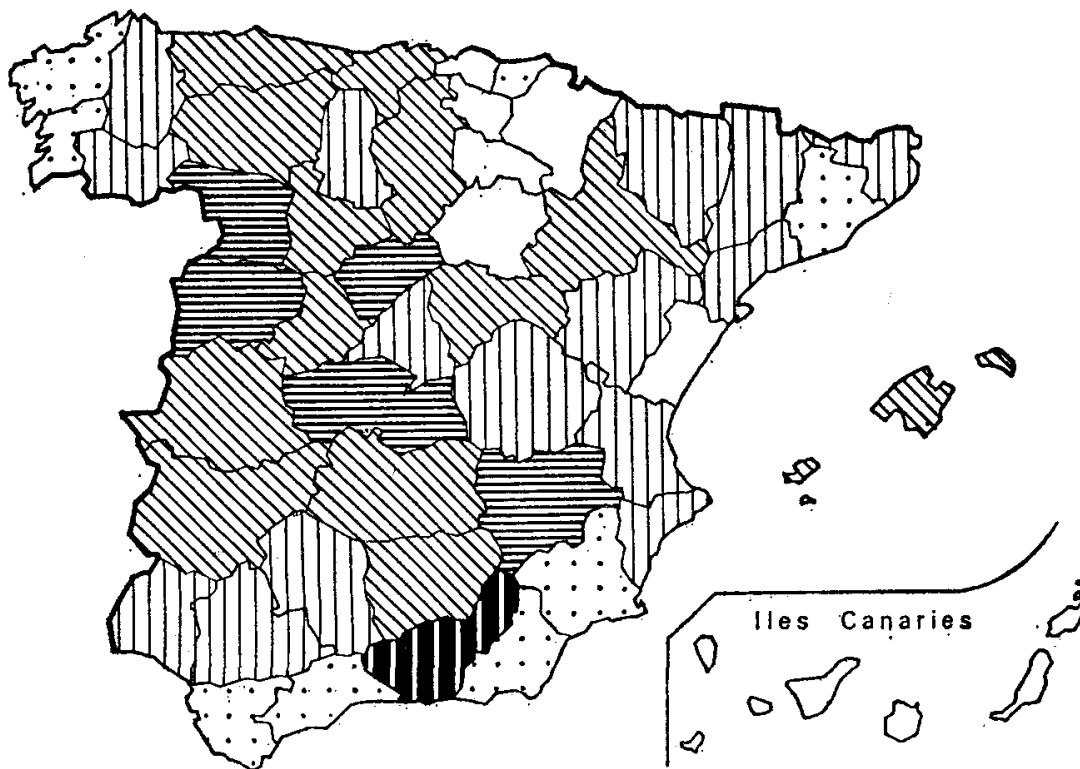
(2) *L'Espagne de Franco*, Paris, Armand Colin, 1974, p. 801 et s., coll. « U-Prisme ».



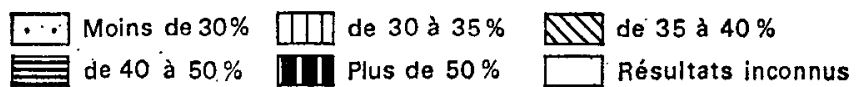
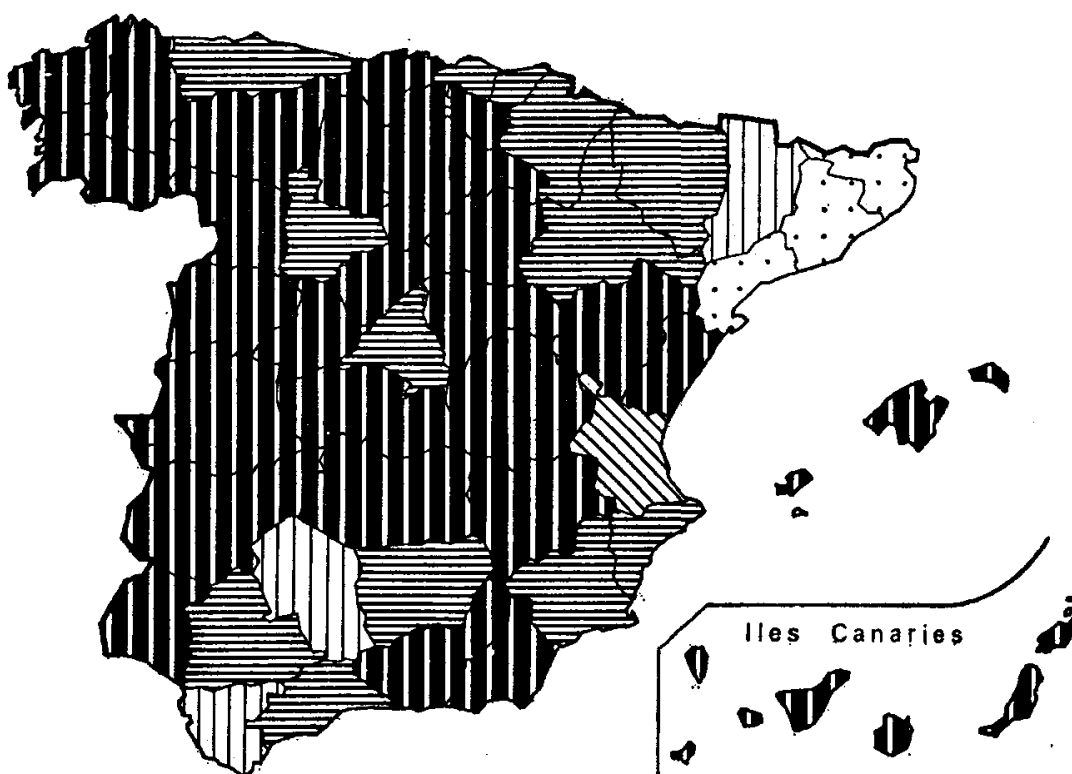
Gauche et centre-gauche aux élections de 1936



Gauche et centre-gauche aux élections de 1977



Droite et centre-droit aux élections de 1936



Droite et centre-droit aux élections de 1977

On pourrait encore contester la validité d'une telle comparaison, arguant des différences, d'ailleurs fondamentales, entre ce qu'étaient la droite et la gauche de 1936 et ce que sont devenues leurs héritières, invoquant le changement de loi électorale. Sur le premier point, on peut objecter qu'il ne s'agit pas de retrouver des identités de détail mais de déceler des tendances générales. Sur le second, il faut préciser que pour 1936 ont été pris en compte les seuls résultats du premier tour. Certes, la brutalité du système à un seul tour, celui de 1977, incite à voter immédiatement « utile », tandis que l'éventualité d'un ballottage autorise les coups de semonce préliminaires. Ceux-ci ont cependant d'autant moins d'importance que, d'une part, ils restent inscrits dans ces choix fondamentaux que l'on cherche à mettre en lumière et que, d'autre part, les dernières élections de la République avaient été marquées par l'écrasement de petites formations et la concentration des voix sur les deux grands Fronts, populaire et national. Ces réserves fixent donc des limites qu'il serait vain de nier, mais dont la faible importance ne saurait invalider une étude comparative.

Il reste à déterminer les critères à employer. Pour 1936, l'existence de deux blocs aux contours nettement dessinés facilite le partage. Rien de tel, en revanche, en 1977. Cela n'implique pas pour autant une division arbitraire. Si socialistes et communistes, de tous partis, se rangent aussi naturellement à gauche que l'Alliance populaire a sa place évidente dans la droite, la réponse est moins claire pour le centre et surtout les autonomistes. En ce qui concerne le premier, un moyen aisé serait de considérer comme nécessairement de droite tout parti qui ne remet pas en cause les fondements du système capitaliste — le centre n'existe pas — et d'évacuer allégrement la question en y incluant l'UCD. Mais, indépendamment même de cette ligne de partage inspirée du marxisme, nous pensons que la coalition du Premier ministre a effectivement et indiscutablement sa place à droite. Ses dirigeants, même les plus libéraux, ont tous eu partie liée avec la dictature. L'absence de programme empêche d'y puiser des éléments, mais cette carence conforte la conviction : seuls peuvent se passer d'un projet ceux qui ne veulent que conserver. Plus délicate est la question des autonomistes, et il semble qu'il faille ici distinguer Basques et Catalans. Le PNV (Partido Nacionalista Vasco) a une origine confessionnelle, ce qui en Espagne est déjà plus qu'un indice, mais surtout il ne s'est jamais caractérisé que par son nationalisme, au demeurant exacerbé, sans à aucun moment le teinter d'une coloration socialisante ou gauchisante. Centre-droit est le label qui lui convient le mieux. Le PDC (Pacte Democràtic per

Catalunya) est moins net. Plusieurs tendances y coexistent dont certaines se *disent* franchement socialistes et d'autres se définissent comme « sociales », ce qui équivaut à ne rien définir. Le fait que plusieurs de ses dirigeants ont très activement lutté contre le franquisme, ce qui leur a valu la prison ou l'exil, conduit en fin de compte à les situer au centre-gauche.

Sous ces réserves, après ces précisions, il ressort que sur les 48 provinces métropolitaines et les Baléares, du point de vue des tendances droite-gauche, 34 sont demeurées exactement identiques, 10 ont enregistré une poussée de la droite, une a vu la gauche avancer et 3 seulement ont donné lieu à des renversements.

Si l'on détaille ces chiffres, 21 provinces votant à droite en 1936 ont fait de même en 1977, 10 autres où la gauche dominait lui ont redonné la victoire, et 3, en 1936 comme en 1977, les ont maintenues sensiblement à égalité. Celles qui ont été le théâtre d'une poussée de la droite l'ont fait de deux façons. Soit elles ont rompu l'égalité de 1936 (8 cas), soit la suprématie de gauche sous la République s'est aujourd'hui mutée en équilibre (2 cas). De même, dans la province où il y a eu poussée de gauche (Jaen), cela s'est fait par le passage de l'égalité à une domination progressiste. A Badajoz et Almeria, la droite a conquis la majorité le 15 juin alors qu'elle était en état d'infériorité en 1936 et c'est le mouvement inverse qui s'est produit à Valladolid. Encore faut-il préciser, pour être complet, que dans ces 14 altérations (poussées ou renversements), 5 ont laissé inchangé le score du bloc au détriment duquel s'est fait le changement (Almeria, Badajoz, Huelva, Madrid, Vizcaya), c'est-à-dire que la gauche, c'est d'elle qu'il s'agit en l'occurrence, n'a pas perdu de voix alors que la droite en a gagné (sur ce qui restait du centre en 1936) ; et dans trois autres cas (Guipuzcoa, Jaen et Valladolid), les tendances ont toutes deux progressé, mais pas au même rythme.

A tous égards la similitude entre les deux scrutins est donc plus que remarquable. Elle confine à la perfection si l'on relève que même les écarts les plus larges demeurent très limités. En somme, ils ne sont que la concrétisation de la légère avance prise par la droite, qui a gagné les élections de 1977 quand elle avait perdu celles de 1936.

Si étonnant soit-il, on ne peut s'arrêter au constat, il faut chercher à l'expliquer. On en proposera ici une interprétation.

Le fascisme en Espagne a eu ses émules, et c'est d'une de ses formes que José Antonio Primo de Rivera s'est fait l'apôtre au sein et à l'aide de la Phalange. Le soulèvement militaire en a enrôlé les militants et utilisé la phraséologie. Mais il s'est toujours agi, plus que d'une adhésion, d'un emprunt. La dictature n'allait pas devenir

le *phalangisme* mais tourner au *franco-isme*. Du fascisme ou national-socialisme, elle a repris le culte du chef ; mais elle n'a pas retenu leur doctrine, a maintenu l'Église dans ses droits et les a développés, a fait appel au totalitarisme mais sans le pratiquer. Il n'y eut point de parti de masse, pas d'enrôlement de la jeunesse dont l'éducation était laissée — certes elle ne risquait pas de s'y imprégner de progressisme — au clergé.

Ainsi le régime du Caudillo n'est pas allé jusqu'à cette forme de domination qui, se transcendant elle-même, fait des exploités les acteurs frénétiques de leur aliénation.

La bourgeoisie occupe le pouvoir en Espagne, sensiblement, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. Son hégémonie s'est traduite de diverses façons, le franquisme est l'une d'elles. Il n'est pas le régime que l'on a trop hâtivement qualifié fasciste — il lui manquait la dimension théorique et effectivement totalitaire —, mais une phase particulièrement aiguë d'emprise violente de la classe dominante. Il fut cela, ne fut que cela. De là sa durée, de là aussi le fait que malgré elle les clivages politiques sont demeurés intacts, renouant, à quarante ans de distance, le fil interrompu par la dictature. La géographie politique de l'Espagne est un peu comme une rivière qui réapparaît après avoir été souterraine mais dont le cours, jamais, ne fut rompu.

De la comparaison on peut alors déduire que le franquisme n'a été qu'une parenthèse musclée.